vinetur

En Allemagne, le syndicat de l’agroalimentaire réclame des hausses de 5 à 7 % pour les négociations de 2027

La NGG recommande des hausses salariales de 5 à 7 % pour les négociations de 2027 dans des secteurs employant environ 2,6 millions de personnes.

mercredi 25 novembre 2026



Le syndicat allemand de l’alimentation, des boissons et de la restauration, connu sous le sigle NGG, a annoncé mercredi 25 novembre qu’il recommanderait des revendications salariales de 5 à 7 % pour les négociations collectives de 2027. Si les négociateurs syndicaux suivent ces orientations, les coûts de main-d’œuvre pourraient augmenter dans les secteurs allemands de la production alimentaire et de l’hôtellerie-restauration.

Approuvée par le comité exécutif du syndicat, cette recommandation ne constitue pas un accord salarial définitif. La NGG a précisé qu’elle fixait des lignes directrices à l’intention de ses commissions de négociation, qui décideront encore des revendications exactes et du contenu général de chaque cycle de négociations. Le syndicat souhaite également que les accords soient conclus pour 12 mois, que la rémunération des apprentis augmente d’au moins 80 € par mois pour chaque année de formation et que les salaires d’embauche prévus par les conventions collectives ne soient pas inférieurs à 15,40 € brut de l’heure.

Freddy Adjan, vice-président de la NGG, a déclaré que la proposition visait à protéger le pouvoir d’achat, à répercuter les gains de productivité et à instaurer ce que le syndicat considère comme une répartition plus équitable de la richesse produite. La NGG a fondé sa position sur une inflation attendue de 2,9 % en 2027 et une croissance prévisionnelle de la productivité de 1,3 %, soit une marge de 4,2 % qu’elle qualifie de neutre du point de vue de la répartition. La fourchette salariale recommandée par le syndicat dépasse ce niveau, car il souhaite que les travailleurs bénéficient davantage de la croissance économique et que soient compensées les pressions liées à la hausse des cotisations à l’assurance maladie et à l’assurance dépendance, ainsi que d’autres augmentations de prix qu’il attribue aux décisions des pouvoirs publics.

La NGG estime que certains pans de l’industrie alimentaire allemande sont suffisamment solides sur le plan économique pour absorber des hausses de salaires significatives. Le syndicat représente les travailleurs de la production alimentaire, des boulangeries, des boucheries, des hôtels et des restaurants. Il décrit l’industrie alimentaire comme le quatrième secteur industriel allemand, avec plus de 600 000 salariés, tandis que l’hôtellerie-restauration emploie environ 2 millions de personnes.

Cette recommandation concerne tout particulièrement les employeurs liés à la production et à la vente de boissons, même si l'annonce porte plus largement sur l'alimentaire et l'hôtellerie-restauration. Les producteurs de boissons et les entreprises qui vendent de la bière, du vin et des spiritueux dans les restaurants, les bars, les hôtels et les cantines pourraient subir une pression accrue sur leurs coûts de main-d'œuvre et leurs marges d'exploitation si les prochaines négociations aboutissent à des hausses de salaires plus importantes. Cet enjeu pourrait être particulièrement marqué dans le secteur allemand de l'hôtellerie-restauration, qui constitue un débouché majeur pour la consommation de boissons.

La NGG a indiqué que les pénuries de main-d'œuvre influençaient également son approche. Selon le syndicat, plus d'un quart des salariés des secteurs qu'il couvre ont plus de 55 ans, ce qui témoigne du vieillissement des effectifs et pourrait aggraver les difficultés de recrutement dans les années à venir. Freddy Adjan a déclaré que les entreprises souhaitant attirer des travailleurs qualifiés et fidéliser les apprentis devaient proposer de meilleurs salaires. Le syndicat estime que des accords salariaux plus favorables peuvent soutenir la demande intérieure autant que les revenus des travailleurs.

Le syndicat a déclaré qu'un rattrapage restait nécessaire dans les hôtels, les restaurants, la restauration commerciale organisée, la restauration d'entreprise et certaines branches des métiers de l'alimentation. Il estime que des hausses encore plus fortes pourraient s'avérer nécessaires pour garantir des salaires qui protègent de la pauvreté. La NGG a également affirmé que les grilles de rémunération des conventions collectives devaient conserver un écart significatif avec le salaire minimum légal allemand, qui doit passer à 14,60 € en janvier 2027, pour que les accords négociés restent attrayants pour les travailleurs comme pour les employeurs.

Au-delà des salaires, la NGG a profité de cette annonce pour critiquer le cadre général du marché du travail allemand. Selon le syndicat, la couverture des négociations collectives continue de reculer et reste trop faible. Quatre ans après l'entrée en vigueur de la directive européenne sur les salaires minimaux, seuls 49 % des salariés allemands sont encore couverts par des négociations collectives, a indiqué la NGG, soit un niveau bien inférieur à l'objectif européen de 80 %. Le syndicat estime que les

mesures prises jusqu’à présent par le gouvernement fédéral n’ont pas suffi à inverser cette tendance.

Ces orientations donnent le ton des négociations de 2027 dans des secteurs qui représentent une part importante des dépenses des consommateurs allemands, des produits alimentaires conditionnés aux restaurants et aux hôtels. Les commissions de négociation concernées décideront ultérieurement si les revendications définitives se situent dans le bas ou le haut de la fourchette de 5 à 7 %. Elles pourront également formuler des revendications hors salaires concernant les conditions de travail.